

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18666 - 72ÈME ANNÉE

**La candidat de En Marche à La Réunion les 25 et 26 mars**

## Lettre ouverte du PCR à Emmanuel Macron



*Le Port, 24 mars 2017*

LETTRE OUVERTE À

**Monsieur Emmanuel MACRON**  
candidat à l'Élection Présidentielle

Monsieur le Candidat,

Vous arrivez ce samedi 25 mars 2017 à l'île de La Réunion. Nous vous souhaitons la bienvenue. Cependant, vous n'êtes pas sans ignorer la situation grave qui prévaut à La Réunion.

Nous nous permettons d'attirer, à nouveau, votre attention sur les points suivants.

Lors d'une étude sur la pauvreté à La Réunion, l'INSEE a qualifié La Réunion de « département socialement hors-norme ». Cette situation est notamment caractérisée par :

**Emmanuel Macron, candidat de En Marche !, entame ce 25 mars une visite de deux jours à La Réunion. À cette occasion, Maurice Gironcel, secrétaire général du Parti communiste réunionnais, lui a adressé une lettre ouverte dans laquelle il lui demande de prendre position vis-à-vis des problèmes de La Réunion et propositions du PCR.**

**M**onsieur le Candidat, Vous arrivez ce samedi 25 mars 2017 à l'île de La Réunion. Nous vous souhaitons la bienvenue. Cependant, vous n'êtes pas sans ignorer la situation grave qui prévaut à La Réunion.

Nous nous permettons d'attirer, à nouveau, votre attention sur les points suivants.

Lors d'une étude sur la pauvreté à La Réunion, l'INSEE a qualifié La Réunion de « département socialement hors-norme ». Cette situation

est notamment caractérisée par :

- Un taux de chômage record qui frappe massivement les jeunes à plus de 50 %.

- Une cherté de la vie anormalement élevée et près de la moitié de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté (soit 400 000 habitants).

- Une difficulté persistante à répondre aux nombreuses demandes de logement (27.000 demandes en attente depuis des années).

- Des inégalités qui font de La

Réunion, selon l'INSEE, le département où elles sont les plus grandes (par exemple, pour un coût de la vie qui est le même pour tout le monde, certains perçoivent une prime de vie chère alors que l'immense majorité de la population en est exclue ; ou encore pour un PIB de 33 000 euros par habitant en France hexagonale celui de La Réunion n'est que de 19 000 euros).

- Un nombre de personnes frappées d'illettrisme (116 000) qui ne baisse pas.

Cette situation est, de notre point de vue, le résultat de politiques d'intégration menées dans les DOM dans le cadre défini par la loi du 19 mars 1946. Certes, des acquis ont été obtenus par ces politiques grâce en particulier aux luttes des travailleurs. Mais, poursuivre dans la même voie d'intégration ne résoudra pas les problèmes de La Réunion et ne nous permettra pas d'affronter les défis nouveaux auxquels nous sommes confrontés :

- La filière canne-sucre connaîtra pour la première fois la fin des quotas et du prix garanti du sucre dès cette année.

- Les accords de partenariat économique, signés par l'Union Européenne avec nos pays voisins, impacteront directement toute notre production.

- Les effets du réchauffement climatique nécessiteront des mesures d'adaptation importantes et inédites.

- Notre environnement géographique connaît des bouleversements considérables tant sur le plan démographique qu'économique (des grands ensembles commerciaux se constituent dans notre zone en présence de pays émergents). La Réunion ne peut pas être tenue à l'écart de cette mutation qui s'opère à ses portes.

Pour résoudre les problèmes actuels, pour affronter les défis à venir et pour s'insérer dans son environnement géo-économique, La Réunion doit disposer d'outils adaptés qui n'existent pas dans le cadre actuel. Il est d'ailleurs unanimement reconnu que ce cadre a atteint ses limites.

Nous pensons, comme d'autres, qu'il faut désormais un nouveau cadre que la Constitution Française permet de créer. Ce nouveau cadre passe par la mise en place d'une collectivité territoriale disposant de pouvoirs et de

compétences élargis et d'un fonds de développement permettant aux Réunionnais-es d'élaborer et de mettre en œuvre pour leur île un plan de Développement durable économique, social, culturel et identitaire, et environnemental.

Cette collectivité aux pouvoirs élargis sera également l'outil indispensable mis au service d'une politique de co-développement dans notre grand voisinage.

Ce nouveau cadre au sein de la République doit faire appel à la responsabilité des Réunionnais-es qui ne cessent de réclamer les moyens nécessaires pour l'exercer afin d'atteindre l'autonomie fiscale, l'autonomie énergétique et l'autonomie alimentaire.

Nous souhaitons, Monsieur le Candidat, connaître vos propositions sur l'ensemble de ces problèmes.

## Pas d'amélioration pour les chômeurs

# 181780 demandeurs d'emploi à La Réunion

**F**in février 2017, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 136 960. Ce nombre augmente de 0,3 % sur trois mois (soit +450 personnes). Il progresse de 0,6 % sur un mois et diminue de 0,4 % sur un an.

En France, ce nombre augmente de 0,2 % sur trois mois (-0,1 % sur un mois et -3,1 % sur un an).

À La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité dans le mois (catégories A, B, C) s'établit à 161 770 fin février 2017. Ce nombre augmente de 0,1 % sur trois mois (soit +200 personnes). Il progresse de 0,6 % sur un mois et de 0,9 % sur un an.

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 1,0 % pour les hommes (+0,4 % sur un mois et +0,1 % sur un an) et recule de 0,4 % pour les femmes (+0,9 % sur un mois et -0,8 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue à La Réunion de 1,5 % pour les moins de 25 ans (+0,8 % sur un mois et -3,4 % sur un an), de 0,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,4 % sur un mois et -2,2 % sur un

an) et progresse de 2,7 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,1 % sur un mois et +6,0 % sur un an).

**Près de 88.000 chômeurs depuis plus d'un an**

À La Réunion, sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,5 % pour les hommes (+0,2 % sur un mois et +1,1 % sur un an) et recule de 0,2 % pour les femmes (+1,0 % sur un mois et +0,8 % sur un an). Celui des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C diminue à La Réunion de 1,8 % pour les moins de 25 ans (+1,0 % sur un mois et -2,3 % sur un an), de 0,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,4 % sur un mois et -0,7 % sur un an) et progresse de 2,1 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,8 % sur un mois et +7,2 % sur un an).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,7 % (-0,2 % sur un mois et -0,1 % sur un an) tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an recule de 0,6 % (+1,5 % sur un mois et +2,3 % sur un an). Ils sont

près de 88.000 Réunionnais dans cette situation.

Le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C sur les trois derniers mois diminue de 4,2 % par rapport aux trois mois précédents (-8,9 % sur un an). Les entrées pour autre licenciement (-9,4 %), première entrée (-7,5 %), reprise d'activité (-2,3 %) et autre cas (-7,9 %) sont en baisse. Les entrées pour démission sont stables. Les entrées pour fin de contrat à durée déterminée (+1,2 %), fin de mission d'intérim (+9,1 %) et licenciement économique (+30,8 %) sont en hausse.

## Les sorties diminuent

Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C sur les trois derniers mois diminue de 3,4 % par rapport aux trois mois précédents (-1,7 % sur un an).

Sur les trois derniers mois, les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-9,0 %), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-3,6 %), radiation administrative (-15,3 %) et autre cas (-5,7 %) sont en baisse. Les sorties pour entrée en stage (+28,1 %) et arrêt de recherche (+4,8 %) sont en hausse.

## Edito

# L'avenir de la filière canne-sucre se joue maintenant

**D**ans deux mois, la campagne sucrière doit commencer. La récolte de la canne à sucre donne du travail à 18.000 personnes. Ce sont autant de familles concernées, ce qui veut dire qu'une part importante de la population est concernée.

Pour la première fois cette année, le sucre qui sera produit n'a pas la certitude d'être vendu. C'est la conséquence de la suppression des quotas sucriers. Jusqu'à présent, La Réunion a un quota qui est supérieur à sa production. Cela signifie que l'Union européenne s'engage à acheter le sucre invendu à un prix fixe supérieur au cours mondial. C'est à partir de cette sécurité que s'est jusqu'alors maintenue la filière canne-sucre à La Réunion, car c'est en fonction de ce prix qu'est calculé celui de la canne à sucre.

À partir du mois d'octobre, les quotas seront supprimés, la sécurité n'existera donc plus. Et à deux mois du début de la coupe, le prix de la canne à sucre n'est pas défini. Cette question n'est pas abordée par les candidats à la présidentielle. Elle est pourtant essentiel pour l'avenir de La Réunion.

*J.B.*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Quelle place pour La Réunion, dans le débat de la présidentielle ?



**D**ans quelques semaines, nous allons élire le président de la République. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en dépit de la gravité et des incertitudes de la situation politique, économique et sociale dans le monde, en Europe, en France et encore plus à La Réunion, il a fallu attendre lundi 20 mars, soit 32 jours avant l'élection, pour qu'un premier débat aborde quelques aspects des différents projets des candidats. Aspects centrés essentiellement sur les problématiques de la France métropolitaine. Jusqu'ici, la campagne pour la présidentielle restait dominée par les affaires scandaleuses affectant deux des candidats.

Dans ce contexte, certains médias

soutiennent ouvertement l'un d'entre eux crée de toutes pièces, sous prétexte de jeunesse et de modernité. Tant pis pour le projet. Et cela se fait sans honte, au détriment des classes moyennes, des travailleurs, des chômeurs et de toutes les personnes vulnérables.

Ici à La Réunion, quel débat nous propose-t-on sur les problèmes de notre pays ? Où sont les préoccupations sur les questions de l'emploi, du logement, des petits revenus, de l'école et de ses débouchés, des déplacements, du devenir des planteurs et des éleveurs, du développement économique et notre intégration dans la zone Océan Indien...?

Outre cette absence de débat, Il est

attristant de constater que certains de nos « politiques », plus soucieux de leur avenir personnel que de celui de leur pays et de son peuple, s'agitent et cherchent avant tout à se positionner, parfois au prix de toutes sortes de contorsions, en fonctions des sondages, tout en reniant leur parti. On croit revivre 1981 lorsque certains se sont découvert des vertus socialistes, au lendemain du 10 mai.

Ils prennent aujourd'hui pour prétexte le danger de l'extrême droite raciste et haineuse, que la politique catastrophique de la présidence Hollande et de ses divers gouvernements - qu'ils ont activement soutenus - a logiquement contribué à développer.

Face à cette situation, nous Réunionnaises et Réunionnais devons être lucides. Nous devons afficher notre volonté très forte de responsabilité. Nous ne devons pas nous laisser imposer des choix qui vont à l'encontre de nos intérêts, de notre avenir et de celui des générations futures.

Dans le cadre de la campagne électorale, agissons ensemble pour un véritable débat, sur nos problématiques propres, qui aboutisse à nous donner les moyens de mettre en œuvre un projet de développement durable pour notre pays, en solidarité avec tous les peuples du monde et de notre région en particulier.

**Jacky The Seng,**  
**PCR St-André**  
**Michèle Caniguy,**  
**Conseillère départementale**  
**Alain Aquiliméba,**  
**Conseiller municipal**

### In kozman pou la rout

« I tir pa dé po dsi in mouton. »

A ! Ala in drol kozman pou vréman é pou dir la vérité, sa sé in kozman la pa in kozman rényoné. Pou kosa mi pran prékosyon pou dir sa. Pars malorozman si nou nana mouton isi La Rényon, si ni manz la vyann mouton, malorozman ni fé pa – d'après sak mi koné - granshoz avèk la po. La pa parèy dann d'ot péi ousa i anserv la po avèk la lène, kisoï pou fé tapi, kisoï ankor pou fé palto ansanm pou l'ivèr. I parétre mèm, dann tan, la po téi raport in bon moné lo l'élvèr é mazine in kou si l'avé dé par mouton konm sa n'ora été intérésan. Malorèzman na poin dé po, é sak i kroi lo l'élvèr mouton lé rish konm Krézus ébin li la poin rézon. Zot i konpran bien i fo pa rode l'inposib. Ala lo sans nout kozman pou la rout é mi lès azot kass z'ot koko la dsi, an atandan ni rotouv pli d'van sipétadyé.

## Commémorations de la révolte de 1947 à Madagascar

# 100 livres mémoriels de Gisèle Rabesahala remis à l'AKFM par le PCR



Autour des livres de Gisèle Rabesahala, des membres de la direction de l'AKFM et la délégation réunionnaise.

Une délégation du Parti communiste réunionnais est arrivée à Madagascar jeudi. Elle est invitée par l'AKFM à participer aux commémorations du 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolte de 1947. La répression de ce mouvement par l'armée française fit plusieurs dizaines de milliers de victimes. C'est dans le soutien à la cause des Malgaches poursuivis par le pouvoir colonial que s'est également renforcée la solidarité entre les mouvements progressistes de nos deux îles.

### Solidarité dans les luttes

La défense des victimes de la répression de 1947 a été le premier engagement de Gisèle Rabesahala, qui fut ensuite une des fondatrices du Comité de solidarité de Madagascar et de l'AKFM. Elle était aussi fortement impliquée dans le journal Imongo Vaovao. Elle a consacré

toute sa vie à la lutte pour la liberté et le progrès social de son peuple. Son rayonnement allait au-delà de la Grande-Île. Lors de sa dernière visite à Madagascar, Ban-Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, lui a d'ailleurs rendu un vibrant hommage. Gisèle Rabesahala a également beaucoup œuvré pour la solidarité entre Madagascar et La Réunion. Quand le Parti communiste réunionnais était la cible de la répression des autorités, elle a participé au 2<sup>e</sup> Congrès du PCR, en 1967 à Saint-Paul notamment.

Voici quelques années, un ouvrage mémoriel lui a été consacré. Intitulé « Gisèle Rabesahala : que vienne la liberté », il retraçait la vie de lutte d'une combattante qui nous a quittés en 2011.

Hier soir au siège de l'AKFM à Antananarivo, la délégation réunionnaise a remis solennellement à la direction du Parti pour le congrès de l'indépendance de Madagascar 100 exemplaires de ce livre. Eric Rakotomanga, président de l'AKFM, a pro-

noncé une émouvante allocution. Il a remercié chaleureusement ses camarades réunionnais de ce geste de solidarité. Il a souligné que ces ouvrages sont un des moyens qui permettront à l'AKFM de se renforcer. Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR aux relations internationales, a rappelé la symbolique de ce geste dans un lieu rempli d'histoire. Il a aussi remercié les camarades malgaches de leur accueil chaleureux. Au cours de cette cérémonie, Simone Yée Chong Tchi Kan a transmis à Eric Rakotomanga les documents adoptés lors du 9<sup>e</sup> Congrès du PCR.

Aujourd'hui, la délégation réunionnaise participera au dépôt d'une gerbe au pied de la stèle de Gisèle Rabesahala. Erigé au milieu de la place située à côté du siège de l'AKFM, ce monument salue la mémoire d'une grande militante.

M.M.

# Oté

**Hasta la victoria siempre : in kriyé dann kèr pou banna la-ba. Konm pou nou osi, isi dann l'oséan indien**

*Mèrkrodi moin la parti in rényon l'asosyasyon pou l'amityé rant Kuba épi La Rényon. In gayar rényon, pou vréman avèk konm pòinn vizé pou ranfors l'amityé rant dé pèp : lo pèp kubin lé dann la mèr bann z'antiy épi lo pèp rényoné isi dann l'oséan indien.*

*Kosa nana a oir rant lé dé ?*

*Dabor pou komansé sé dé koloni lo pèplomman donk dé pèp toukoulèr, dé pèp métissé avèk demoun téi sort l'érop, demoun téi sort l'Inn é domoun téi sort l'Afrik épi d'ot l'androi ankor laba konm isi.*

*Dézyèmman, lé dé la konète la trète, épi l'ésklavaz, dé krime kont l'imanité bazé dsi inn-dé z'idé la pa vré : l'idé lo blan lé sipèryér par rapor lo noir, alé oir lé dé i fé solman parti konm moin la di é pa arienk in kou la ras imène mé in pé té i fyé touzour dsi l'aparans é pa dsi la vérité pré-istorik. In dézyèm l'idé la pa vré : lo blan i gingn pa travaye dann péi sho é na arienk bann noir i pé fèr sa é ankor si i okip azot konm z'ésklav.*

*An troi, mi mète la volonté lé z'inn épi lé z' ot pou kass z'ot shène épi ranport z'ot libèrté. Biensir lé dé la pa kass z'ot shène parèye, mèm manyèr, mé lé dé, momandoné, la desid soubate pou z'ot libèrté, zot dignité épi z'ot souvrènté. Kèl lété o méyèr manyèr ? Lo méyèr manyèr sé sak inn é l'ot la shoizi : rofiz ète abésé.*

*Kosa ankor ?*

*In n'afèr inportan : la-ba konm isi nana in parti kominis apré lité pou lo droi dé l'om. Mi pans sa sé konm in fraternité k'i désote la mèr. Isi nout parti i di nout pèp la bézoin dé libérasyon : in libérasyon nasyonal é in libérasyon sosyale é la-ba dann kuba mi pans banna osi i pans a poprè konm nou. I sanm pou moin sa lé konmsa mèm !*

*Ni pé ankor azout in n'afèr : kan bann kubin i kriy « hasta la victoria siempre », mi pans sa sé in kriyé k'i rézone for mèm dann nout kèr.*

*Justin*